l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
10 février 1976

No 426
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

LES SOUBRESAUTS DU COLONIALISME FRANÇAIS

Djibouti
LA SOMALIE MENACEE

M. Omar Arteh, ministre somalien des Affaires étrangères, a déclaré lors de la remise samedi matin du petit Frank Rutkowsky à l'ambassadeur de France à Mogadiscio, que le gouvernement somalien était intervenu en faveur de la libération du jeune garçon pour des raisons humanitaires .

M. Arteh a accusé les troupes françaises d'être responsables de la mort et des blessures de jeunes enfants à Loyada. «Je voudrais exprimer, avec un grand chagrin, ma répulsion face au massacre perpétré de sang-froid et sans aucune provocation préalable par des légionnaires français à Loyada», a-t-il déclaré.

Il a enfin accusé la France de préparer une «agression imminente», de concert avec d'autres pays, car, a-t-il précisé, «ils concentrent sans raison d'importantes forces militaires dans les zones de tension».

A ce sujet, l'ambassadeur de Somalie au Caire, a fait état samedi soir de la présence de 14 bâtiments de guerre français dans le port de Djibouti.

Par ailleurs le gouvernement somalien souligne que d'ores et déjà, le gouvernement français a fait prendre d'assaut le village somalien de Loyada et qu'il l'occupe toujours avec des chars, des blindés et de l'artillerie lourde. (Suite page 2)

Le 22è congrès du PCF

Tremplin pour la réorganisation des forces bourgeoises

Le XXIIè Congrès du PCF vient donc de s'achever après avoir enterré avec satisfaction et ouvertement un principe marxiste fondamental, celui de la nécessaire dictature de la classe ouvrière pour édifier la société socialiste.

Sous l'impulsion d'un individu au passé plus que douteux, Georges Marchais, le XXIIè Congrès vient d'entrer dans la sombre histoire des reniements à la cause révolutionnaire comme un jalon important.

De nombreux vieux communistes qui croyaient que la démocratie avancée était une «tactique» commencent à mesurer l'énorme opération réalisée par la bourgeoisie qui a réussi à s'annexer complètement un parti autrefois révolutionnaire et prolétarien.

Il suffit de voir la place accordée par tous les organes d'information capitaliste au XXIIè Congrès pour comprendre que ce n'est pas du parti des exploités et des opprimés qu'elle parle. Aujourd'hui dans la presse d'argent la jubilation a remplacé la haine de classe et la calomnie pour parler du PCF. Mais il est vrai que c'était le but recherché par Marchais et sa clique. Ne recherchant pas le bouleversement de l'ordre social actuel mais la conquête des fauteuils ministériels, il est normal qu'ils donnent toujours plus de gages à la grande bourgeoisie. D'ores et déjà, outre les chefs socialistes et les chefs radicaux, d'autres leaders bourgeois se tiennent prêts à collaborer avec le PCF sous le mot d'ordre d'«Union du peuple de France».

Tout cela conduit non seulement à une ultime solution de rechange bourgeoise face à la colère qui gronde de tous côtés dans le pays mais aussi à un affaiblissement du pays face à la dangereuse menace du social-impérialisme russe. Celui-ci dispute avec âpreté l'Europe à l'impérialisme américain et s'arme à un point jamais vu dans l'histoire. Or le PCF s'il prend ses distances sur les aspects les plus voyants du véritable hitlérisme qui règne en URSS aujourd'hui, demeure étroitement fidèle à la clique Brejnev sur le plan international.

Ainsi les sourires, la béatitude, la tranquillité «sereine» (comme dit Marchais) où sont plongés les membres du PCF et ceux qui croient à la «voie Marchais» au socialisme, risquent fort de laisser place demain à de brutaux réveils. Lorsque des millions de travailleurs de France verront clairement que cette voie Marchais est la voie de la trahison totale, celle de la classe ouvrière et celle de la nation, et cela arrivera nécessairement un jour ou l'autre.

Comores
COMPLOT A MAYOTTE

Dimanche, malgré la réprobation unanime des pays membres de l'ONU, le gouvernement français a tenu à organiser un référendum dans l'île de Mayotte en vue de démembrer l'archipel des Comores qui constitue un État indépendant et membre de l'ONU.

Comme de bien entendu les résultats bidons sont aujourd'hui montés en épingle: «Mayotte a choisi de rester française» crie à tue-tête le secrétaire d'État aux Affaires coloniales, en brandissant ses 99,4 % de voix «pour la France».

En réalité il s'agit d'une vaste fumisterie sur toute la ligne.

En effet de quel droit un État européen, la France, cherche-t-elle à démembrer un petit pays du tiers monde ? Giscard d'Estaing lui-même déclarait en octobre 1974 que les Comores ne sauraient être divisées !

Le complot entrepris par la France est la raison fondamentale pour laquelle plus de la moitié de la population de l'île a refusé de s'inscrire sur les listes électorales françaises : c'est ainsi qu'il n'y a que 20 000 inscrits sur 40 000 habitants à Mayotte.

L'opposition du peuple des Comores au démembrement de son pays est soutenue par un très grand nombre de pays notamment en Afrique. C'est ainsi que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a demandé vendredi au gouvernement français de retirer immédiatement et sans conditons préalables toutes ses «forces d'invasion» de l'île de Mayotte.

Quoiqu'il en soit et quelles que soient ses manœuvres désespérées pour conserver des bases dans l'océan Indien et rivaliser avec les deux superpuissances, la bourgeoisie française échouera. Elle veut rivaliser avec l'impérialisme US et le social-impérialisme russe mais c'est au détriment des peuples du monde.

Comme le soulignait le ministre comorien des Affaires étrangères récemment :

«La France a échoué partout et elle échouera aussi aux Comores».

Interrogé par «Radio-Cameroun» sur l'attitude que la République des Comores adoptera si Mayotte vote pour rester française, le ministre comorien a déclaré : «Nous estimons que Mayotte est actuellement l'objet d'une agression caractérisée.

»Pour les Comores de toute façon la lutte continue. La libération de Mayotte interviendra coûte que coûte», a-t-il ajouté.

Création en Allemagne de l'Est d'une section du Parti communiste d'Allemagne marxiste-léniniste

Dans un communiqué que nous publierons prochainement, le Parti communiste d'Allemagne marxiste-léniniste (KPD m-l) annonce la création d'une section en Allemagne de l'Est.

Nous avons appris que le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France a adressé un message de salutations au KPD m-l à l'occasion de cet important événement.

MARCHAIS BATTU SUR LE POTEAU

La période actuelle est décidément propice à la course à la trahison complète du marxisme-léninisme par les partis soi-disant communistes à travers le monde.

On croyait Marchais très fort puisqu'il a su avec brio balancer par dessus bord «la dictature du prolétariat» mais manque de chance, il est battu sur le poteau, pour ainsi dire puisque le secrétaire général du Parti communiste (?) japonais vient de déclarer que son parti une fois au pouvoir, il maintiendrait le cadre économique du capitalisme.

POUR PREPARER LE RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER

Afin de contribuer à la préparation du Rassemblement national ouvrier du 14 février, la rédaction de notre journal a décidé la publication d'une série d'articles exposant le point de vue des marxistes-léninistes sur quelques questions essentielles de la lutte révolutionnaire actuelle.

Y sera abordée l'analyse des revendications économiques que défendent les marxistes-léninistes aujourd'hui aussi bien que leur analyse de la situation dans le monde actuel. Ils exposeront les objectifs tactiques et stratégiques pour lesquels combattent les marxistes-léninistes.

Ces articles, rédigés pour plusieurs d'entre eux par des travailleus victimes de la répression patronale, s'adressent aux travailleurs. Notre souhait est qu'ils soient discuté par les ouvriers eux-mêmes et puissent ainsi servir à préparer activement le Rassemblement national ouvrier.

le monde en marche

ESPAGNE :
LES OUVRIERS DES USINES «FASA-RENAULT» ÉTAIENT DANS LA RUE

Environ un millier de travailleurs castillans, provenant en partie des usines «Fasa-Renault», ont manifesté samedi en plein centre de Valladolid (Vieille-Castille) pour appuyer leurs revendications salariales.

La police a dispersé les manifestants qui étaient arrivés jusqu'à la «Plaza Mayor» en scandant des slogans relatifs à leurs revendications.

Neuf manifestants ont été arrêtés par la police.

Une illustration supplémentaire de la «libéralisation» à la Juan Carlos.

LA SOMALIE ADRESSE UN MESSAGE A YASSER ARAFAT

Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, a reçu samedi un message du président somalien, Mohamed Siad Barre, «ayant trait aux concentrations de troupes françaises à la frontière somalienne et à l'éventualité d'une attaque française contre le territoire somalien», annonce l'agence palestinienne d'informations «Wafa».

«Yasser Arafat a entrepris des contacts très poussés concernant cette affaire. Le directeur du Bureau de l'OLP à Mogadiscio, la capitale de la Somalie, a de son côté, rencontré le président Barre et le ministre des Affaires étrangères somalien», ajoute «Wafa».

PUISSANTE MANIFESTATION A BARCELONE

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Barcelone à l'appel de l'assemblée de Catalogne, qui rassemble les forces d'opposition catalanes, en faveur de l'amnistie, de la liberté et de l'octroi d'un statut local d'autonomie. Le rassemblement avait été interdit.

Le lieu de rendez-vous de la manifestation, le parc de la citadèle, siège de l'ancien parlement catalan, ayant été comme prévu investi par les forces de police, deux mille personnes pourtant ont pu s'y rassembler avant d'être dispersées. Les manifestants se sont alors regroupés en sept points de rendez-vous convenus d'avance, une tactique de rechange ayant été prévue : à chaque fois la police est intervenue pour disperser à coups de matraques et à l'aide de grenades les groupes de manifestants dont la destination finale était la place San Jaime, siège de la députation provinciale et de la mairie de Barcelone.

De nombreux automobilistes empêchaient le passage des voitures de police les obligeant parfois à emprunter les trottoirs.

Des incidents ont éclaté au cours d'une opération de dégagement entre forces de l'ordre et journalistes. L'un d'eux, Alain Keler, de l'agence photographique «Sygma», a été frappé à terre pendant plusieurs minutes par des policiers qui, lui ont également détruit trois appareils photographiques. Il a été laissé en liberté après avoir pu montrer sa carte d'accréditation et son passeport. Un autre journaliste, Alexis Hintz, travaillant pour l'agence d'images britanniques «Uptitn» a également été pris à partie par la police qui a mis sa caméra hors d'usage et endommagé sa voiture.

DJIBOUTI

(Suite de la page 1)

Le gouvernement somalien annonce d'ailleurs qu'un grand nombre de villageois ont été tués. Le nombre des victimes du massacre organisé par les troupes d'occupation françaises est de 23 tués (6 douaniers, 6 ouvriers travaillant sur les lieux et 11 civils, dont des femmes et des enfants) et de 25 blessés, la plupart gravement atteints. Enfin tout confirme que la Somalie n'avait pas concentré de forces à la frontière contrairement aux allégations françaises et également que deux des guérilleros tués dans le car par les forces françaises étaient des négociateurs envoyés par les bons offices du Consul général somalien à Djibouti.

Agence Chine nouvelle

Opposition chinoise au référendum à Mayotte

La Chine a réaffirmé dimanche, par la voie de l'agence Chine nouvelle, son opposition déjà exprimée devant les Nations unies aux intentions françaises d'organiser un référendum sur l'île Mayotte des Comores.

L'agence Chine nouvelle cite plusieurs représentants aux Nations unies qui ont souligné dans des discours au début de ce mois qu'un tel référendum constituerait un «acte d'ingérence grossière dans les affaires intérieures d'un État indépendant».

L'agence souligne que Mayotte est «partie intégrante» de l'État des Comores et remarque que la position française selon laquelle cette île peut être séparée des trois autres va «à l'encontre des principes de la charte des Nations unies et des résolutions de cette organisation».

L'agence écrit que plusieurs représentants aux Nations unies ont exprimé l'espoir de voir la France «résoudre ce conflit dans une atmosphère d'amitié... en évitant une confrontation inutile et coûteuse avec le tiers monde».

Timor-Est

FRETILIN

ENTRETIEN AVEC RAMOS HORTA (1)

Ministre des affaires étrangèrs de la République Démocratique de Timor Est

A l'occasion du passage au Portugal d'une délégation gouvernementale de la République démocratique de Timor Est, le journal marxiste-léniniste portugais «O proletario vermelho» a eu un entretien avec Ramos Horta, ministre des Affaires étrangères de Timor Est, entretien portant sur les origines et les objectifs du Mouvement de libération qui a mené la lutte contre le colonialisme portugais, le FRETILIN.

A l'heure où le gouvernement indonésien, au mépris d'ailleurs de toutes les décisions de l'ONU, a arbitrairement envahi le territoire de la République de Timor Est et prétend l'annexer purement et simplement, le FRETILIN poursuit son combat armé pour l'indépendance. C'est pourquoi il nous a paru particulièrement intéressant de reproduire ci-dessous les principaux points de l'interview de Ramos Horta, qui exprime l'esprit de résistance très élevé qui anime les patriotes de Timor et leur détermination à mettre un terme à toute forme d'ingérence qui porterait atteinte à l'indépendance de leur patrie.

Ramos Horta commence par exposer brièvement, dans ses grandes lignes, le processus de la formation et du développement du FRETILIN.

Ramos Horta :

Bien qu'inconnu du grand public, le FRETILIN existait déjà, mais pratiquement sans caractère officiel, avant le 25 avril 1974. Le groupe fondateur du FRETILIN avait déjà développé quelque activité, quoique peu intense, à partir de janvier 1970.

LE DOUBLE JEU INDONÉSIEN

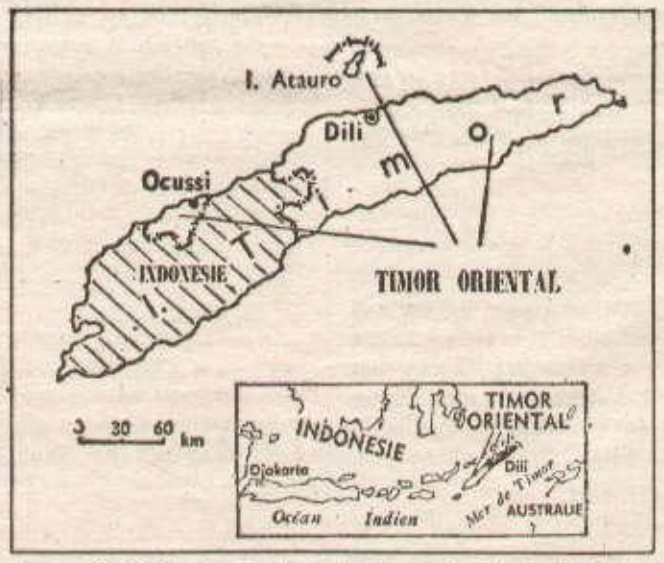
Le groupe fondateur du FRETILIN, un groupe de 12 membres dont il est inutile de révéler les noms, avait pris contact avec le gouvernement indonésien, croyant, avec quelque naïveté, que l'Indonésie était un pays anticolonialiste susceptible de donner son appui à un mouvement de libération de Timor de l'Est... Nous avons eu des contacts pour demander un appui de tout ordre nous permettant d'intensifier nos activités clandestines et là nous avons découvert avec stupeur que l'Indonésie collaborait activement avec le gouvernement colonialiste et fasciste portugais.

Après le 25 avril, quand de nouvelles occasions d'une lutte plus ouverte et plus organisée se présentèrent, nous fûmes de nouveau choqués, surpris, quand l'Indonésie prétendit représenter les intérêts et aspirations du peuple de Timor, le même peuple à l'oppression duquel elle avait collaboré.

Immédiatement après le 25 avril, nous avons eu pleinement conscience de la nécessité de travailler en se liant aux masses, de les organiser sur tous les plans, non seulement politiques, mais encore militaires.

SAVOIR EXPLOITER LES CONTRADICTIONS DE L'ENNEMI

Du point de vue militaire, déterminé aussi par nos conditions géographiques, nous avons dû analyser les contradictions léguées par le colonialisme. Au sein de l'armée coloniale, il y avait des contradictions, des classes (les sergents, les officiers) et il nous était facile d'exploiter ces contradictions et de gagner les grandes masses des soldats, fils du peuple, qui n'étaient pas corrompus par les vices de la petite bourgeoisie et du colonialisme. Aussi notre tactique a-t-elle été de nous infiltrer dans les forces armées au moyen de camarades qui pouvaient fréquenter les stages de sergents et d'officiers... quoique cela puisse paraître paradoxal, c'était là une tactique pour transformer une armée coloniale en une armée de libération.



Il est clair que si nous n'avions pas effectué cette préparation, nous aurions hérité plus tard d'une armée coloniale avec tous les défauts du colonialisme, de la petite bourgeoisie, ce qui aurait été extrêmement dangereux. Aussi avons-nous affecté d'assez nombreux militants à ce travail. Beaucoup de gens furent par la suite surpris que l'armée coloniale ait pu se tenir aux côtés du FRETILIN. La raison en est ce travail politique fait en son sein.

Dans tout le territoire, avec l'appui des étudiants de l'Union nationale des étudiants de Timor, nous avons commencé à organiser des écoles d'alphabétisation avec un contenu essentiellement politique, mettant un terme à une éducation aliénante de type colonial.

ALLER AUX MASSES

En effet, une éducation politique est nécessaire pour libérer les masses de l'obscurantisme, des tabous. Cela a été fait avec l'appui des «Brigades révolutionnaires», d'étudiants, de professeurs, et de membres du Comité central qui abandonnèrent toute leur vie dans la capitale pour aller dans les montagnes et fonder des écoles, des centres sanitaires, etc. Malgré nos forces limitées, nous avons organisé des coopératives de production et, à partir de là, en peu de temps, le FRETILIN qui, avant le 25 avril, était un petit groupe d'intellectuels qui discutaient sans pouvoir jamais rien faire, se transforma en un mouvement de masse adulte. Ce furent les masses qui forcèrent le Comité central à avancer, à adapter le programme et les structures du Front aux nouvelles exigences et conditions de la lutte.

(A suivre)

nouvelles intérieures

Le 22è congrès du PCF s'est achevé sans surprise

LA TRAHISON EST CONSOMMEE

Le 22è Congrès du PCF s'est achevé sans surprise. Clôturant le congrès, Marchais devait affirmer qu'il «fera date dans l'histoire» du PCF. Ce qui est parfaitement exact. Ce congrès, marqué par le rejet ouvert de la notion de dictature du prolétariat, restera celui de l'abandon des apparences marxistes du PCF. Après ce 22è Congrès comment le PCF pourrait-il encore, même pour la forme, se prétendre marxiste ? Le 22è Congrès marque la transformation du PCF en un parti ouvertement bourgeois.

Dans ce même discours Marchais, une fois encore, devait déclarer : «Nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se commet dans le pays qui a fait sa révolution socialiste voici 58 ans, des manquements aux libertés de l'homme». Pour faire «démocratique» il faut bien faire quelques réserves sur les crimes fascistes commis en URSS. Autrement, personne ne pourrait croire à ses paroles sur la liberté.

Dimanche après-midi, au Bourget, il a donné le signal de la prochaine bataille du PCF. Bataille électorale s'entend. Après ce 22è Congrès il prépare les élections cantonales du mois de mars.

Avant de s'achever, le congrès a procédé à la mise en place de la direction du PCF. Quelques changements sont à noter, 17 membres du Comité central cèdent la place à des révisionnistes de la nouvelle génération. A noter que Fajon perd sa place au secrétariat du PCF tandis que des poulains de Marchais font leur entrée au Bureau politique.

Kanapa devait indiquer que dans les conférences fédérales qui ont précédé le congrès, 113 délégués avaient voté contre l'abandon de la dictature du prolétariat, 216 s'abstenant. Ceci confirme que nombre de militants n'acceptent pas cette ultime trahison du PCF. Il est grand temps pour eux d'ouvrir les yeux et pour les plus décidés d'entre eux de rejoindre le combat des marxistes-léninistes de France.

DU COTE DES SOCIALISTES

Après la clôture du congrès du PCF, Charles Hernu, devait lancer un appel aux socialistes pour «renforcer leur parti dans les entreprises, dans les laboratoires, dans les universités, dans les campagnes, partout à la base, car il ne faudrait pas que, les socialistes ayant demain la majorité parlementaire, les communistes puissent exercer sur le gouvernement des pressions plus qu'il ne convient.

Le PCF, comme le PS, cherche à utiliser la classe ouvrière comme masse de manœuvre dans ses marchandages réactionnaires. Mais de plus en plus les travailleurs, par leurs luttes, se rendent compte que ni l'un ni l'autre ne défendent leurs intérêts.

Par ailleurs, samedi, à la tribune du congrès du «Mouvement européen», Defferre a quant à lui pris quelques positions destinées à satisfaire les dirigeants révisionnistes. Il a refusé de voter la résolution du «Mouvement européen» parce que la CGT n'est pas associée aux activités de la Communauté économique européenne. Peut être veut-il faire oublier ses récents accrochages avec la CGT à Marseille ?

Il a également estimé que la résolution ne mentionnait pas suffisamment «la nécessité d'établir des relations entre la CEE et les pays européens de l'Est». Ses compères du PCF seront contents de lui.

Recette principale des postes de Paris

Refus massif de la journée d'action-bidon du 5 février

La position défendue par les communistes marxistes-léninistes (voir HR No 424) et par les syndicalistes, qui sont sur de justes positions de classe, a été largement partagée par les postiers de Paris RP.

Selon les calculs les plus optimistes il y a eu tout juste 30 % de grévistes sur l'ensemble du personnel ; à peine 23 % des facteurs ont suivi le mouvement. Le verdict des travailleurs est clair. Ils refusent de continuer à suivre les dirigeants révisionnistes et réformistes dans leurs manœuvres de manipulation et de sabordage des luttes offensives.

Instruits par l'expérience de la trahison de la grève d'octobre-novembre 1974 les postiers se préparent activement à riposter classe contre classe unis à la base et dans l'action aux mesures de restructuration capitaliste des PTT (licenciements, mutations d'office, blocage des mutations, sanctions disciplinaires, augmentation de la productivité, etc.). Ils sont de plus en plus nombreux à ressentir la nécessité de l'offensive : contre l'opposition des révisionnistes la revendication des 35 heures hebdomadaires par le samedi libre gagne du terrain. Le 5 février a été une claque magistrale pour les traîtres du PCF, du PS et leurs alliés trotskystes (LCR, Révolution). Ce n'est pas la dernière ; qu'ils s'attendent à en recevoir d'autres.

Correspondant H.R.

Les écoles de Poniatowski

Parmi les différents projets de Poniatowski visant à renforcer l'efficacité de la police, il en est un qui doit retenir particulièrement l'attention. Il envisage en effet de créer prochainement des écoles de policiers pour les jeunes âgés de 16 ans. L'âge rêvé pour donner à ces élèves d'un genre particulier une mentalité de chiens de garde dévoués à la défense du capitalisme. La bourgeoisie voudrait aussi pouvoir compter sur une garde prétorienne dont les membres auraient l'esprit modelé selon ses souhaits.

A Nanterre, Kirilenko fait l'apologie du social-fascisme ON N'EST JAMAIS SI BIEN SERVI QUE PAR SOI-MEME

Il est devenu difficile de nos jours de faire l'apologie de la dictature fasciste qui règne en URSS. De plus en plus nombreux sont les travailleurs conscients que ce n'est pas la classe ouvrière qui y est au pouvoir mais une bourgeoisie monopoliste qui exerce une dictature contre le peuple.

Les récentes révélations sur les «traitements» infligés dans les prisons psychiatriques de Brejnev ont éclairé encore un peu plus le visage de ce prétendu socialisme.

Voilà pourquoi les dirigeants du PCF sont obligés de sembler être en désaccord avec les crimes les plus connus. Samedi, Marchais rappelait encore qu'il existe des «divergences sensibles» entre le PCF et les Soviétiques à ce sujet. Contrairement à ce qu'auraient souhaité les Soviétiques, les dirigeants du PCF n'ont pas osé, à leur 22è Congrès, faire une apologie trop vive de l'URSS. Elle aurait été pour le moins mal venue. Pour mieux faire passer leur complicité avec le social-impérialisme russe, ils ont au contraire émis quelques réserves.

Il aura fallu que ce soit le représentant des sociaux-fascistes russes qui s'évertue lui-même à donner de l'URSS l'image d'un paradis. C'était vendredi soir à Nanterre. Kirilenko, membre du Bureau politique du Parti soviétique, y a vanté sa camelote sans pudeurs. Il a voulu chercher à faire croire que les libertés sont respectées en URSS, ce que les dirigeants du PCF n'osent même plus faire. Les camps de concentration sont sans doute des hauts lieux de ces libertés.

Non sans cynisme, il devait déclarer que «la loi interdit la propagande de la guerre sous toutes ses formes». Tiens donc ! Que sont alors ces affiches, ces films, cette propagande, qui vantent l'agressivité de l'armée, des armes nucléaires, du déploiement de la flotte de guerre sur les mers et les océans du globe. Il devait dire encore qu'elle n'admet pas l'incitation au racisme.

On se souvient par exemple de certains poèmes très officiels d'Evtouchenko du plus abject racisme antichinois. Norodom Sihanouk dut lui-même un jour qualifier les dirigeants soviétiques de racistes.

Kirilenko devait encore lancer un appel à lutter contre «l'antisoviétisme», reprenant une déclaration ancienne de Marchais, lors d'un précédent congrès du PCF, où il avait parlé à ce sujet de «crime». Il ignore sans doute que dans notre peuple le vrai visage de l'URSS est de mieux en mieux connu et que la tâche de Marchais s'en trouve singulièrement compliquée. Les maîtres trouvent toujours que leurs valets n'en font pas assez.

De faux defenseurs de la dictature du proletariat

Alors que les révisionnistes français viennent d'abandonner la notion de dictature du prolétariat, d'autres en jouent le rôle de défenseurs.

Le journal des révisionnistes tchécoslovaques «Rude Pravo» écrit par exemple : *«Il est pratiquement impossible d'appeler "socialiste scientifique" quelqu'un qui ignore la dictature du prolétariat.»* De quoi s'agit-il dans la bouche de ces messieurs ? Ils cherchent tout simplement à faire passer la dictature fasciste qui règne en Tchécoslovaquie pour la «dictature du prolétariat». Car qu'ont-ils de défenseurs de la dictature du prolétariat, ces traîtres à leur patrie, mis en place par les chars des agresseurs russes ?

De leur côté, les révisionnistes hongrois citent dans leur organe central une phrase de leur chef de file Kadar affirmant : *«Le dictature du prolétariat a fait ses preuves et tout le monde peut constater que c'est une bonne dictature».*

Tout cela paraissant au moment même du 22è Congrès du PCF, est évidemment une critique à l'égard de Marchais.

Que lui reprochent-ils ? Tout simplement de se débarrasser du masque de «marxiste» derrière lequel ils oppriment le peuple. S'ils se débarrassaient des apparences, que resterait-il ? Leur visage de fascistes.

LE POING LEVE

Certains délégués au Congrès du PCF se sont fait rappeler à l'ordre par Marchais samedi sur les ondes de RTL. Ils avaient levé le poing. Or, selon Marchais, ce geste n'est pas dans la tradition du PCF. Le PCF serait en effet le parti de la main tendue. Que le poing levé ne soit pas dans la tradition de Marchais, on ne peut en douter. Il fut en effet pris pour symbole par les communistes allemands lors de la montée du nazisme. Il représentait une marque d'unité et fut repris plus tard par les communistes du monde entier, en France comme ailleurs.

Marchais n'aime ni la dictature du prolétariat ni le poing levé. Qu'on se le dise. Tout ce qui a rapport avec le communisme lui déplaît.

CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LE CHOMAGE, SEULE LA LUTTE PAYE..

Les promesses du capitalisme – et autres «plans de relance» – n'ont rien changé de ce qui caractérise la situation actuelle pour les masses travailleuses. A savoir que la préoccupation première reste celle de l'emploi. Toutes les «réformes» , dont fait grand bruit la classe bourgeoise au pouvoir, ne tiennent pas compte des intérêts des ouvriers, des employés, des petits paysans, etc. Elles tiennent compte uniquement de la préservation du système capitaliste. C'est dans ce cadre qu'elle essaie de trouver divers moyens pour faire passer sa politique antipopulaire et défendre les intérêts de sa classe. Aussi pour préserver ses profits, elle est amenée à restructurer son économie et défendre ce qui, à ses yeux, est le plus rentable, à savoir les gros trusts capitalistes.

C'est pourquoi ces derniers investissent dans les secteurs les plus «rentables» à court terme, et liquident purement et simplement des secteurs entiers (comme la chaussure). Le résultat, c'est qu'un million et demi de travailleurs se retrouvent au chômage, dans la misère. C'est aussi que des centaines de travailleurs voient leur salaire réduit à la suite de diminutions d'horaires (chômage partiel). C'est également dans le même but de profit et de rentabilité qu'est utilisée une importante main-d'œuvre temporaire suivant les seuls besoins des capitalistes.

En licenciant massivement, les patrons misaient sur la résignation des travailleurs, sur la peur du lendemain. Dans certains cas ils y sont momentanément parvenus, du fait de la complicité des dirigeants syndicaux pratiquant la collaboration de classe tout en se prétendant les défenseurs de la classe ouvrière.

NON A TOUT LICENCIEMENT !

Par le passé déjà, la bourgeoisie au pouvoir avait mené avec les dirigeants syndicaux des négociations sur «la sécurité de l'emploi», qui avaient abouti, le 10 février 1969, à ce qui est appelé l'«Accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi», qui n'était rien d'autre que l'intégration un peu plus poussée des dirigeants révisionnistes et réformistes *dans le système* d'exploitation de l'homme par l'homme. Ceux-ci, en défenseurs zélés du capitalisme, le qualifiaient de «succès incontestable» et déclaraient : «Il donne aux travailleurs et à leurs syndicats des droits nouveaux et des moyens pour *discuter* des menaces de licenciement avant toute décision patronale, pour agir en vue de les éviter ou de les *limiter*...»

Mais tous les accords du monde ne pourront empêcher la classe ouvrière de défendre ses droits ; et contrairement à ce que la bourgeoisie et ses valets escomptaient, on a assisté à un développement des luttes de plus en plus dures et résolues (Pennaroya, Girosteel, Joint Français, etc.).

Aussi, en octobre 1974, comme le chômage connaît un essor grandissant – et que la colère gronde parmi les masses qui refusent de faire les frais de la crise capitaliste – la bourgeoisie fait de nouveau appel aux porte-serviettes du capital qui vont signer des deux mains un nouvel accord sur le chômage. C'est la sinistre farce des 90 % de salaire que devraient toucher pendant un an les travailleurs licenciés pour «motif économique». Selon Giscard et Chirac, il s'agissait de «la législation la plus avancée du monde» ! Un an et demi après ce sont tout au plus 7 % des chômeurs qui touchent cette fameuse indemnité.

Depuis, le nombre de chômeurs n'a cessé d'augmenter, et dans des secteurs comme l'Imprimerie – après Larousse, une partie de Néo-gravure, Informatic 200 000... – c'est la liquidation à grande échelle (le plan Lecat) : Le Parisien libéré, Chaix, l'IMRO, Caron-Ozanne, Darboy, Chauffour, Hélio-Cachan, SPEA, Hélio-Lorraine, etc.

Aussi la colère de la classe ouvrière est grande, et non seulement elle n'a pas baissé la tête mais elle est rentrée et rentre maintenant en lutte contre tout licenciement, et bien souvent contre la volonté des dirigeants CGT qui appliquent la ligne politique anti-ouvrière du faux PCF.

Que ce soit dans la chaussure – comme chez Rehault à Fougères (ville de la chaussure) où se sont déroulées récemment de violentes manifestations contre les licenciements et le chômage – ou dans d'autres secteurs, manifestations également à Bordeaux, en Bretagne... la grève dure avec occupation, et souvent de longue durée, sur la base du refus de tout licenciement, est devenue quelque chose de quotidien : Sotracomet, Cip ex-Bailleul, Desombre, Caron-Ozanne, l'IMRO, les Papeteries Darboy, chez Griffet, Usinor, etc.

Les travailleurs en lutte montrent bien que : ON NE NÉGOCIE PAS LES LICENCIEMENTS, ON LES REFUSE ! Ils exigent DU TRAVAIL POUR TOUS !

Le principe révisionniste «Mieux vaut 30 licenciements que 50», utilisé à l'imprimerie Hollenstein, chez Lip ..., a été battu en brèche par les travailleurs eux-mêmes. Ils ont fait échec en même temps au plan patronal et révisionniste.

NON AU CHOMAGE PARTIEL

Il n'y a pas de secret, lorsque les travailleurs partent d'un juste point de vue de classe et qu'ils sont soutenus – sur cette même base – par leurs organisations syndicales, ils ont là des armes efficaces pour faire reculer le patronat.

Celui-ci, qui a plus d'un tour dans sa poche, le sait bien, c'est pourquoi il cherche à corrompre les leaders ouvriers, c'est pourquoi également il recourt à d'autres formes d'action plus insidieuses et plus difficiles à combattre. C'est en l'occurence le chômage partiel, l'emploi d'auxiliaires et de travailleurs intérimaires qu'il utilise comme des pions au gré des besoins de production. C'est le chantage : si vous faites grève je ferme l'usine complètement. Les dirigeants PCF-CGT, qui ont intérêt à ce que règne le calme, la dignité et l'ordre bourgeois, ont appelé au calme sous peine de tout perdre. Pour ne pas perdre la face, ils organisent, avec un quarteron d'«élus» revêtus de leur écharpe tricolore, des «protestations» platoniques auprès des autorités. Leurs déclarations «fracassantes» à la radio, à la télévison, à la presse «contre le pouvoir giscardien» ne peuvent cacher que, dans la pratique, ils font bon ménage ensemble. Parmi de nombreux exemples, qu'ont-ils fait pour mobiliser les travailleurs du trust Rhône-Poulenc alors que des milliers d'entre eux sont touchés par le chômage partiel ? Pourquoi ont-ils calomnié les ouvriers d'Usinor Trith Saint-Léger, lorsque ceux-ci ont bloqué le train Calais-Bâle ? Ils voudraient voir la classe ouvrière obéir docilement à leur baguette. Mais qu'en advient-il dans ce cas-là – en s'en tenant à la seule question des licenciements ? Grandin 350 licenciements (sur 500) et ils crient sur tous les toits que c'est une victoire ! Comme ils l'avaient fait pour la Néo-Gravure (l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen notamment). Suivre les révisionnistes mène inévitablement à la défaite.

Mais là aussi, les travailleurs ont commencé à s'organiser – après un temps de battement – comme c'est le cas en ce moment à la Solmer (à Fos), chez Gambin en Haute-Savoie, ou chez Réhnalu (groupe Péchiney-Cégédur à Colmar où les ouvriers sont en grève illimitée pour l'indemnisation des jours chômés en 1975) Le chômage, quelle que soit sa forme n'est pas une fatalité, les ouvriers de chez Furnon, de la Cofal..., qui ont remporté la victoire l'ont prouvé !

CONTRE L'ISOLEMENT DES CHOMEURS

«Non au chômage» – quelle que soit sa forme – «du travail pour tous» sont bien sûr des mots d'ordre de lutte dans les entreprises. Mais que faire lorsque ces derniers se retrouvent à la rue généralement isolés, et bien souvent dépourvus de toute ressource (plus de la moitié d'entre eux) ? Comment faire pour briser l'isolement dans lequel ils se trouvent ? Les révisionnistes ne s'en occupent pas, ils entretiennent cette situation, car ils savent que c'est un potentiel de lutte. Par exemple en 36, les chômeurs avaient organisé de grandes manifestations. Donc quelles que soient les difficultés, on ne peut se contenter de mots d'ordre généraux, leurs problèmes concernent toute la classe ouvrière, il est nécessaire de soutenir de manière active et concrète les embryons d'organisations qui se créent sur de justes positions de classe, comme c'est le cas pour les comités de chômeurs de Montpellier, Toulouse, Paris 13è et 15è.

Quelles perspectives proposons-nous ?

1) Populariser et mettre en pratique l'unité des chômeurs avec les travailleurs actifs, la question essentielle étant l'unité de la classe ouvrière. Lorsque les organisations syndicales sont sur des positions de lutte de classe il est positif que les chômeurs restent dans leur ancienne section, ils peuvent ainsi bénéficier de la solidarité de ceux qui travaillent et rester en contact avec eux.

Dans le cas contraire, on peut les aider à créer des comités de chômeurs, en ayant constamment comme préoccupation constante de ne pas se couper des travailleurs actifs. Il est en effet indispensable que ces derniers leur apportent leur active solidarité en participant à leurs manifestations, ou en organisant des grèves ou autres mouvements de solidarité.

2) La lutte des chômeurs, c'est aussi la lutte immédiate contre les conséquences du chômage. Nous devons organiser un soutien massif et systématique sur plusieurs points :

– logement : contre les saisies – un succès a été obtenu à la Cité des Marronniers à Vitry (94) – pour la gratuité des loyers ou tout au moins pour leur sensible diminution ;

– Nourriture : les faire bénéficier, eux et leurs familles, de conditions exceptionnelles comme la gratuité des restaurants universitaires pour les jeunes (chômeurs ou enfants de chômeurs), gratuité des cantines et des crèches, bénéfice des attributions d'avantages sociaux ;

– Transports gratuits : métro, bus, trains, suivant les circonstances. Rappelons qu'une première victoire des chômeurs a été remportée à Toulouse. Ceux-ci bénéficient depuis le 15. 11.75, du transport municipal (CTT) gratuit entre 8 heures et 17 heures du lundi au vendredi compris ;

– Écoles et lycées : gratuité totale des études et des livres nécessaires.

oooooooo

Bien sûr ceci est à relier au fait que la source du chômage et de la situation qui en découle, réside dans le capitalisme, que c'est seulement par la révolution prolétarienne que les travailleurs seront libérés, qu'il n'y aura plus ni licenciements, ni travailleurs bouche-trous, ni chômage, mais le droit au travail pour tous et que se réalisera le grand principe sociliste *«A chacun selon son travail»*.

Serge LAFORGE

la France des luttes

Sanders (Athis-Mons)

«UNIFIER LES TRAVAILLEURS CONTRE LE PATRON»

Nous avons rencontré des ouvriers de chez Sanders à Athis-Mons (anciennement à Juvisy), pour discuter avec eux de leurs luttes et de leurs préoccupations, de leurs liens avec les petits paysans, et comment ils envisageaient — dans le cadre de leur section syndicale CGT — de poursuivre l'action.

HR : Pouvez-vous exposer brièvement la situation dans le groupe Sanders, ce qu'il représente ?

Sanders est une firme agro-alimentaire qui fabrique des aliments de base pour les animaux d'élevage.

En juillet 1975, Sanders a cédé 50 % de son capital à l'EMC (Entreprise minière et chimique) dont font partie la Société commerciale des Potasses d'Alsace et de l'azote (Mulhouse), les mines et potasses d'Alsace (Mulhouse), Azote et produits chimiques (Toulouse).

L'usine-mère est à Athis-Mons et Sanders possède de nombreuses autres usines à Chateau-Gontier (Mayenne) où sont fabriqués les super, les aliments spéciaux, les composés minéraux, à Champagnié (Sarthe), centre d'allaitement et aliments spéciaux, à Sourches (centre expérimental), à Miélan (Gers) allaitement.

Sanders a plus de 50 % du capital dans une dizaine d'usines, de 34 à 50 % dans une dizaine d'autres, de 10 à 34 % dans quatre usines et moins de 10 % dans cinq autres. Plus diverses sociétés qui sont ses revendeurs ou producteurs à partir des produits de base qu'elles achètent à Sanders. En tout une centaine d'entreprises travaillent directement ou indirectement pour Sanders.

A l'usine-mère de Sanders Athis-Mons (Essonne) nous sommes 126 ouvriers, 200 employés (labos et bureaux) et 200 cadres (agents de maîtrise et représentants).

L'usine est divisée en 2 bâtiments séparés, distants de 300 m, d'un côté la production, de l'autre laboratoires et bureaux.

Au département 33 (production), le travail consiste en chargement et déchargement du mélange de divers produits entrant dans la composition des aliments (cuivre, zinc, farine, soufre, furoxone, etc.).

HR : Pourquoi une section CGT et comment s'est-elle créée ?

Plusieurs d'entre nous étaient déjà syndiqués CGT individuellement tout en étant rattachés à l'Union locale. Notons que le PCF n'existe pas en tant que force politique organisée dans l'entreprise.

Avant la création de la section CGT (juin 1975), il n'existait qu'un syndicat-patron. C'est quasiment dans la clandestinité que la section s'est créée, les travailleurs se sont contactés, nous sommes allés à l'Union locale, la demande de création de section (11 syndiqués minimum) a été transmise à l'inspection du travail, un représentant syndical a été choisi, le patron ne pouvait plus renvoyer les syndiqués comme il l'avait fait précédemment par trois fois.

HR : Parlez-nous de vos récentes luttes.

Avant même le résultat des élections, une grève «sauvage» était déclenchée, au bout de 4 heures le patron faisait des concessions.

La revendication centrale : pas de salaire en-dessous de 2 000 F net.

Trois sections syndicales (FO, CFDT, CGC) en partie suscitées par le patron se créèrent simultanément.

Mais pour la section CGT le principal c'est d'unifier les travailleurs contre le patron, que ceux-ci appartiennent à un syndicat ou à un autre, qu'ils soient syndiqués ou non-syndiqués.

C'est ainsi que fut largement discutée une nouvelle grille de salaires, basée sur 4 critères : travail pénible ou moins pénible ; travail simple ou complexe ; degré de responsabilité ; degré de connaissance (théorique et pratique).

La nouvelle grille acceptée par le patron avec révision des coefficients réduit les écarts de 14 à 9.

Tout le monde a été réaugmenté, plus de 400 F uniformes en quelques mois, ainsi le salaire minimum est passé de 1 500 F à 1 920 F net.

Nous avons réfléchi sur la forme de lutte à adopter, une forme qui ne coûte rien à l'ouvrier mais cher aux patrons.

Il y a eu d'abord 4 heures de débrayage «sauvage» (avant la création du syndicat), puis 2 débrayages d'une heure chacun, un ralentissement de la production pendant une semaine. Puis, comme le patron parlait de crise, la réponse ce fut : «la crise du tonnage». La production fut baissée de 50 % pendant 3 semaines.

Comme la grosse majorité des ouvriers est immigrée, il a fallu également mener une lutte contre la division, contre les tendances au racisme de part et d'autre.

Au cours d'un débrayage (suivi à plus de 90 %) nous sommes allés pour discuter avec ceux du «17». La direction a fermé les portes (sauf aux délégués) en disant qu'on «était trop sales... qu'on n'était pas de Sanders» !

(A suivre — La prochaine fois : Ce qui a été acquis. Ouvriers et paysans Luttons ensemble !)

ÉCHOS DES LUTTES

A FOS-SUR-MER
LE LOCK-OUT : UNE MÉTHODE DE PLUS EN PLUS EMPLOYÉE

Chez ICI (trust anglais de la Chimie) à Fos-sur-Mer, les travailleurs ont entrepris des arrêts de travail répétés depuis plusieurs jours pour faire aboutir leurs revendications (augmentations de salaire, garantie de l'emploi, extension du droit syndical).

La semaine dernière, la direction a menacé de mettre les ouvriers en lock-out (en leur envoyant une lettre individuelle). Il est à remarquer que c'est une méthode de plus en plus employée dans la région : à Solmer après l'arrêt des travailleurs des hauts fourneaux, et à Naphta Chimie à Martigues, lors de la dernière grève, l'UL CGT renforcée du PCF et de la municipalité révisionniste ainsi que des bonzes de la Fédération chimie CGT avaient forcé les travailleurs à capituler devant la menace de lock-out.

Mais les travailleurs d'ICI se sont prononcés à une large majorité pour continuer la lutte et ont arrêté à nouveau le travail lundi 2 février de 5 h à 13 h. A 13 heures, la direction décide le lock-out, fait évacuer les non-grévistes. Les grévistes occupent alors les lieux. Ils sont déterminés à obtenir le paiement des jours de lock-out et la satisfaction de leurs revendications.

La lutte continue.

Correspondant HR.

GUINGAMP
GREVE TOTALE A ROL-LISTER

Lundi soir, 2 février, les travailleurs de l'agence de Guingamp de Rol-Lister (entreprise de travaux publics) ont décidé en assemblée générale la grève totale à l'unanimité moins 2 voix.

Les ouvriers de l'atelier mécanique étaient déjà en grève la semaine dernière ainsi que ceux de l'agence de Rennes.

L'entrevue avec la direction n'ayant rien donné de positif, une coordination dans la lutte entre les deux agences est en train de se mettre en place et s'organise.

A Guingamp, la grève a été lancée par la section CGT.

Les revendications sont les mêmes que ceux de l'atelier mécanique : 1/2 heure par jour de réduction de travail sans perte de salaire, 150 F d'augmentation pour tous, etc. (cf HR No 420). Il y a en plus des revendications propres aux ouvriers qui travaillent sur les chantiers. Les travailleurs de Rol-Lister sont bien déterminés à vaincre, tous unis dans la lutte.

Correspondant HR.

OLIDA (LEVALLOIS-PERRET)

Depuis 4 jours les ouvriers de la chaîne de «pompage» des jambons ont entamé une grève du rendement, pour obtenir une augmentation de salaire.

Ce sont tous des travailleurs immigrés qui, jusqu'à maintenant, introduisaient, à une cadence élevée, de la «saumure» (mélange d'eau et de produits chimiques) dans les jambons pour leur faire prendre du poids.

Ils étaient tous payés à 1 600 F environ par mois avec la qualification de OS 3.

Ils réclament une augmentation minimum de 0,50 F de l'heure.

La direction essaie actuellement de les isoler du reste de l'usine et exerce de multiples pressions contre eux pour qu'ils cessent leur grève.

Par une grève active et déterminée,

VICTOIRE CHEZ ALTABAY (Montreuil)

La Corderie nationale, rue Voltaire à Montreuil, est une entreprise de façonnage de cables et de cordages.

Elle emploie 14 personnes dont 9 cadres et 5 ouvriers.

Le salaire des cadres s'échelonne de 3 500 F à 8 000 F, alors que les ouvriers gagnent entre 1 330 F et 1 640 F et travaillent dans des locaux vétustes, pas chauffés (moins 4 degrés dans le vestiaire).

Face à cela, à la paye de janvier, les ouvriers prenant conscience de leur exploitation décident spontanément de faire grève.

Au bout de 3 jours de discussions stériles avec le patron, ils décident d'installer un piquet de grève à l'entrée de l'entreprise empêchant la marchandise de sortir et les clients d'entrer. Immédiatement le patron appelle les flics en prétextant que l'obstruction de l'entrée crée un danger pour le personnel du bureau et tente d'impressionner les gars, mais c'est un échec complet.

Le deuxième échec patronal, c'est le début d'une solidarité avec d'autres travailleurs du quartier qui renforce la détermination des grévistes dans la matinée.

Troisième échec patronal à la rentrée de midi : les secrétaires se mettent elles aussi à soutenir les gars, et du coup toutes les pressions et menaces s'écroulent. Le patron cède à toutes les revendications et annule les licenciements proférés dans la matinée. De plus il s'engage à consigner par écrit tout ce qui a été obtenu.

La leçon qu'en tirent les travailleurs est que même dans une petite entreprise où règne un esprit paternaliste on peut prendre conscience de l'exploitation dont ils sont victimes et sur laquelle vivent une poignée de parasites.

Ils ont aussi pris conscience de leur force et de l'importance de la solidarité. L'atmosphère a changé à la Corderie nationale car ils savent maintenant que seule la lutte paie !

Correspondant HR et les travailleurs de chez Altabay.

Perpignan (Pyrénées-Orientales)

GREVE AUX «COURRIERS CATALANS»

Les 145 membres du personnel sont en grève illimitée depuis lundi 2 février, à l'appel de leurs sections syndicales CGT et CFDT.

La plate-forme revendicative comprend 13 points, entre autres : la progression du pouvoir d'achat de 5 % ; réduction du temps de travail — 44 heures par semaine — sans perte de salaire et un jour de repos supplémentaire tous les 15 jours ; le passage au coefficient 140 après 5 ans d'ancienneté ; suppression de l'abattement de 20 % des frais professionnels ; repos compensateur calculé sur la base de 1/16 au lieu de 1/20 ; suppression de la carence de 3 jours pour maladie, etc.

Comme les «Courriers du Midi», qui sont également en grève illimitée, les «Courriers catalans» appartiennent à 99,97 % à la CTI (Générale des transports industriels) plus grand holding d'Europe. Avant d'arriver au ministère de la Défense, l'ancien ministre Soufflet était PDG de la GTI... Depuis on a créé tout simplement un poste pour son fils.

Malgré un gaspillage criant, le chiffre d'affaires a augmenté en 1 an de 20,46 % c'est donc une affaire qui marche bien.

Les travailleurs (en grève à 98 %) sont déterminés à poursuivre leur lutte jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications.

Déjà lundi la municipalité réactionnaire de Font-Romeu a essaye de recruter des remplaçants pour assurer le service des pistes. Mais après explication des grévistes, les «remplaçants» ont refusé de briser la grève et sont retournés chez eux.

Face aux manœuvres du patron, la vigilance des travailleurs doit être de tous les instants !

Correspondant HR.

Les «Courriers catalans» : société de transport (voyageurs et marchandises — 145 personnes — 80 roulants environ. Son action s'étend sur presque toutes les Pyrénées-Orientales (grands axes routiers).

Informations générales

RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER DU 14 FEVRIER

Pourquoi certaines formations se réclamant du marxisme-léninisme ne participeront pas au rassemblement?

Plusieurs lecteurs, de toute bonne foi, nous ont adressé des lettres pour critiquer le fait que nous ayions «organisé seuls» ce grand Rassemblement national ouvrier. Nous l'avons déjà signalé, il n'a pas tenu qu'à nous de l'organiser avec l'ensemble des formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung.

Voilà bientôt deux mois, nous avons convoqué une réunion de représentants de toutes ces formations en vue d'examiner avec elles la convocation et l'organisation d'un grand Rassemblement ouvrier correspondant à la montée des luttes et à la nécessité d'unifier dans l'action la classe ouvrière. La majorité de ces formations ont approuvé cette initiative, mais plusieurs d'entre elles ont posé comme préalable la réalisation de l'unification politique entre tous les participants. Nous avons expliqué que cela ne pouvait se réaliser que par des discussions trop longues et de nature à retarder le Rassemblement. Nous avons aussi exposé que notre désir de voir participer, sans aucune condition préalable de notre part, les autres formations, relevait essentiellement d'une démarche unitaire, excluant tout esprit de chapelle et tout sectarisme. Malheureusement nous n'avons pu convaincre plusieurs de nos interlocuteurs, tels le PCR (ml) et «Drapeau rouge». Les camarades de l'UCF (ml) n'ont dit ni oui ni non, et nous souhaitons encore leur présence active pour le 14 février. Les camarades des groupes *«Le Travailleur»* et *«La cause du peuple»*, comme on le sait déjà, ont annoncé leur participation, et nous nous en félicitons.

Les dirigeants du PCR (ml) ont conditionné leur accord par notre acceptation de participer à une réunion multilatérale convoquée par eux. Comme à l'origine cette réunion avait été prévue par ses initiateurs avec la participation du groupe trotskyste «Révolution !», nous avions d'abord refusé d'y assister. Puis, quand le PCR (ml) nous informa que les trotskystes, finalement, n'y seraient pas présents, nous acceptâmes d'envoyer un observateur, dans un esprit unitaire. Nous pensions que de toutes façons l'initiative du Rassemblement ouvrier ne pouvait pas faire l'objet d'un marchandage dont la nature idéologique ne nous paraissait pas correcte.

En définitive, malgré notre présence à la réunion convoquée par le PCR (ml) ce parti n'a pas participé à la préparation du Rassemblement national ouvrier et ne sera pas officiellement représenté à la Mutualité.

Nous regrettons les positions ainsi arrêtées par les dirigeants de cette formation, mais naturellement nous considérons ne mériter en rien la responsabilité de leur non-participation. Nous le répétons : nous n'avons mis aucune condition à cette dernière.

Nous sommes d'ailleurs convaincus que de très nombreux militants de toutes les organisations en question seront présents à la Mutualité le 14 février et c'est dans un esprit unitaire que nous les y accueillerons, c'est-à-dire dans un esprit conforme à l'idéologie et aux intérêts de la classe ouvrière.

Si, dans l'avenir, des formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung organisent à leur tour des rassemblements ouvriers, et si nous sommes invités à y participer, nous serons très heureux d'accepter et ferons tous nos efforts pour le succès de l'initiative ainsi mise en œuvre.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

LA FAUCILLE No 14
(datée par erreur de janvier)

Le premier numéro de février vient de paraître.

Passez vos commandes à l'Humanité rouge – BP 61 – 75861 Paris Cedex 18. Le numéro : 0,70 F.

Abonnement

15,00 F par an pli ouvert
30,00 F par an pli fermé
Adresse provisoire :
La Faucille : Humanité rouge – BP 61 – 75861 Paris Cedex 18.
CCP Humanité rouge – 30 226 72 La Source.

GAGNONS LA BATAILLE DE LA DIFFUSION DANS LES KIOSQUES

Pour nos amis lecteurs habituels ou occasionnels désirant être assurés de trouver leur journal dans le kiosque qui leur convient le mieux, il suffit de renvoyer ce coupon à :
L'Humanité rouge/administration
BP 61 – 75861 Paris cedex 18

A RENVOYER AU JOURNAL

– Je désire me procurer l'Humanité rouge, chaque jour au kiosque suivant :
Nom ..... Adresse .....
.....

– D'autres lecteurs sont susceptibles de l'acheter au même point de vente ; déposer à ce kiosque : ..... exemplaires.

LUTTES ETUDIANTES ET ENSEIGNANTES

LE DOYEN DE L'UNIVERSITÉ D'ANGERS SÉQUESTRÉ PAR LES ÉTUDIANTS

Le doyen de l'université d'Angers (Maine-et-Loire), Jacques Boyer, a été retenu une partie de la soirée de jeudi par des étudiants, dans un amphithéâtre où siégeait le Conseil de l'université.

La colère grondait depuis un certain temps à l'UER des Sciences exactes et naturelles d'Angers où les cours avaient été suspendus par les professeurs le 3 février. Les enseignants demandaient qu'une solution raisonnable soit apportée pour pallier la carence des postes en mathématiques.

Les 63 étudiants inscrits à cette UER, rassemblés jeudi après-midi, apprirent au cours de leur réunion que le problème de l'enseignement des mathématiques à la faculté des Sciences d'Angers n'était pas à l'ordre du jour du Conseil de l'université. Ils prirent alors la décision de bloquer le doyen dans l'amphithéâtre. Ils devaient le relâcher plus tard dans la soirée, non sans avoir obtenu du président de l'université, Le Goherel, qu'il intervienne auprès du ministère.

*****

GRÈVE DES ÉLÈVES ET DES PROFESSEURS DANS UN CET DE BEZONS... CONTRE LE FROID

Des élèves et des enseignants de l'annexe commerciale du collège d'enseignement technique (CET) Eugène Ronceray de Bezons (Val-d'Oise) sont en grève depuis le 3 février.

L'annexe, installée dans un ancien dépôt d'autobus, est si mal chauffée que dans les salles de classe la température atteint à grand peine 14 degrés ! C'est contre cette situation que collégiens et professeurs mènent la lutte.

******

LES ÉTUDIANTS DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE RENNES EN GRÈVE

Les étudiants de la faculté des lettres de l'université de Haute-Bretagne ont voté la grève au cours d'une assemblée générale, tenue le 3 février, et qui a réuni toutes les sections de la faculté des Lettres : 1 200 étudiants sur les 7 000 que compte l'université de Haute-Bretagne.

Les grévistes demandent notamment l'abrogation du décret Soisson.

*****

GRÈVE DES ENSEIGNANTS DE LA FACULTÉ DES SCIENCES DE POITIERS

Le conseil des enseignants de la faculté des Sciences économiques de Poitiers a décidé, le 4 février au soir, à l'unanimité, la suspension de tous les cours et travaux dirigés à partir de jeudi 5.

Ce mouvement a été déclenché en raison de la diminution des heures d'enseignement signifiée à la faculté par le président de l'université.

Selon un communiqué du doyen, cette diminution est de 213 heures. *«Or*, déclare-t-il, *la seule augmentation des effectifs étudiants – 12 % au total – impliquerait une majoration de 631 heures d'enseignement»*.

Les enseignants ont donc estimé *«être dans l'impossibilité d'assurer leurs cours»* jusqu'à ce que le président revienne sur ses décisions.

*****

LES ENSEIGNANTS SUSPENDENT LES COURS DANS DIFFÉRENTS ÉTABLISSEMENTS DE NANTES

Les trente professeurs de l'École nationale nantaise d'apprentissage (ENNA) ont observé un mouvement de grève, jeudi, pour exiger la création de nouveaux postes.

Les enseignants, qui estiment que 17 postes supplémentaires sont indispensables, réclament également des crédits d'équipement.

D'autre part, le personnel enseignant de 5 établissements d'enseignement du second degré de Nantes et de Chateaubriant (Loire-Atlantique) ont observé vendredi un mouvement de grève pour manifester leur soutien à un professeur récemment renvoyé et pour exiger sa réintégration immédiate.

Le No 5 de janvier-février 1975 de
LA JEUNE GARDE ROUGE
— Organe central de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France
vient de paraître

*****

Au sommaire de ce numéro
– Chou En-lai révolutionnaire immortel.
– Le 11 janvier 1946 la République populaire d'Albanie était proclamée
– LE PCMLF A 8 ANS
– Contre le chômage la JCML de Suisse à la pointe du combat
– La campagne du PCF sur les libertés une preuve de sa faiblesse
– Le social-impérialisme russe s'arme jusqu'aux dents
– Ainsi qu'une page culturelle, etc.

PASSEZ VOS COMMANDES A L'ADRESSE DE L'HUMANITÉ ROUGE, EN PRÉCISANT «POUR LA JEUNE GARDE ROUGE»
Prix : 2,50 F

SOUSCRIPTION

Nous publierons ces prochains jours la liste des souscriptions qui continuent à nous parvenir

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

enquête

LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET LA SECURITE SOCIALE

La discrimination raciale vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme ou des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dant tout autre domaine de la vie publique. Cette phrase extraite de la convention internationale de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965), s'ajoute aux déclarations, reconnues publiquement, officiellement célébrées depuis 1948, pour éliminer et combattre le racisme, fléau mondial incontestable.

Et pourtant le racisme continue d'être un drame permanent, quelles que soient ses formes. Ses origines sont diverses et complexes : historiques et politiques, économiques, culturelles, psychologiques, idéologiques et religieuses.

Le racisme possède de puissants éléments émotifs et irrationnels, mais il s'exerce aussi au niveau de la connaissance lorsque les «clichés», les superstitions et les malentendus reposent sur une information fausse. Parmi ces «clichés», nous pouvons considérer en France celui s'exerçant à l'encontre des travailleurs immigrés, quant au domaine de la Sécurité sociale, «clichés» se traduisant dans un langage disons... «populaire» par : «ils ruinent la Sécurité sociale, ils encombrent les hôpitaux». On n'ignore pas l'importance de la contribution des travailleurs immigrés à l'économie française. Ils bénéficient ainsi que tout salarié du système de sécurité sociale. Pourtant cette évidence est loin de s'imposer à l'opinion française et l'un des «griefs» les plus fréquemment exprimés concerne le «poids» des immigrés dans le domaine de la perception des prestations sociales (mais pas dans celui des cotisations).

Le système de prestations sociales est financé essentiellement par les cotisations incluses dans les dites «charges sociales» des entreprises, c'est-à-dire faisant partie intégrante de la force de travail et donc de la rémunération au sens large de la force de travail. On peut affirmer dans ce sens qu'une part de la valeur de la force de travail permet le financement du système de sécurité sociale, et, dans une large mesure, du «système de protection sociale publique». Ces «charges sociales» dont les principales concernent les cotisations représentent aujourd'hui une masse qui, dans certains secteurs d'activité économique, peut atteindre 90 % de la masse salariale nette distribuée.

La Sécurité sociale : son rôle

La Sécurité sociale qui couvre collectivement, au niveau des salariés, les risques «sociaux» de la maladie, de la maternité, de l'invalidité, du décès, des accidents du travail, de la maladie professionnelle, des charges familiales et de la vieillesse, est financée par des cotisations de la masse salariale nette distribuée.

Malgré les insuffisances des données sur les salaires, il a été constaté que la quasi-totalité des travailleurs immigrés perçoivent des salaires dont le montant brut n'atteint pas le plafond de la sécurité sociale. Par contre, environ un salarié sur quatre parmi les Français perçoit des revenus salariaux qui dépassent le niveau de ce plafond. De ce fait, malgré l'écart notable que l'on peut constater entre le salaire moyen des salariés français et celui des salariés immigrés, la participation de ces derniers au financement des prestations sociales est assez forte par rapport au niveau de leurs salaires à cause du mécanisme de plafond qui intervient dans le calcul de la plupart des cotisations de sécurité sociale.

Les travailleurs immigrés gagnent moins, mais paient plus de prestations sociales

Autrement dit, la part des cotisations sur les salaires des assurés immigrés est supérieure à la part de ces salaires dans la masse salariale totale distribuée.

Les salariés immigrés représentent environ 20 % de la population active salariée. En accident du travail, ils sont plus touchés dans l'ensemble des branches. Les salariés immigrés sont nombreux dans des secteurs à hauts niveaux de risques, tels que le bâtiment, les travaux publics, la manutention.

Les inégalités en matière d'allocations familiales

C'est dans le domaine des prestations familiales que les immigrés sont particulièrement lésés. Les allocataires immigrés, si leur famille réside dans leur pays d'origine, reçoivent un montant moyen de prestations inférieur aux allocataires en France ; exemple : en France, avec 3 enfants allocations de 372 F, avec 5 enfants : 815 F ; en Algérie, Maroc, Tunisie, avec 3 enfants allocations de 153 F, avec 5 enfants : 204 F ; donc un travailleur immigré qui a sa famille au pays d'origine, touche beaucoup moins. C'est ainsi que plusieurs milliards d'anciens francs sont récupérés,au détriment des immigrés, par les caisses de prestations sociales. Les mêmes problèmes se posent dans les domaines de l'allocation-chômage et de l'assurance-vieillesse (retraite). Le caractère temporaire de l'émigration d'une grande partie des travailleurs étrangers en France, et la forte mortalité probable de ces travailleurs avant l'âge de la retraite, sont deux des nombreux facteurs qui font que très peu, 5 % à 10 %, bénéficieront un jour d'une maigre pension retraite et d'avantages vieillesse auxquels ils auraient droit après des années d'exploitation forcenée en France.

Les travailleurs immigrés font les travaux où il y a le plus de risque d'accident du travail. Sur notre photo, des travailleurs immigrés du bâtiment creusent des fondations (photo HR).

Les promesses pour eux sont loin des réalités

Une bonne part des réalisations sociales destinées aux immigrés et à leurs familles sont financées par des fonds qui normalement devraient leur revenir sous forme de prestations familiales. Les travailleurs immigrés sont gravement frustrés dans ce domaine, car les cotisations constituent en réalité un salaire différé. Nul n'ignore que les dépenses actuelles d'action sociale en faveur des immigrés ne sont pas faites pour les aider. Qu'il s'agisse de l'emploi, des prestations sociales ou de la formation professionnelle, l'offre aux travailleurs immigrés n'est pas ce qu'ils sont en droit d'attendre.

On voit donc combien les travailleurs immigrés sont exposés à des charges et à des risques supérieurs à ceux des Français, et combien ils sont moins bien couverts qu'eux.

Les «belles» paroles de Dijoud

Pourtant M. Dijoud secrétaire d'État à l'immigration déclare : *«Permettre à l'immigré quel que soit le lieu où il habite, de trouver un service, un agent, à qui il pourra exposer ses problèmes, ses difficultés de tous ordres, et qui le comprendra, l'aidera en l'informant sur ses droits, en l'orientant vers l'organisme compétent après l'avoir recommandé ou lui avoir constitué le dossier, au besoin en règlant pour lui la question soulevée, c'est l'une des tâches prioritaires que l'État s'est assigné pour faciliter l'adaptation et l'insertion dans le milieu d'accueil des populations étrangères et surtout des primo-immigrants et des travailleurs et des familles originaires des pays lointains...»* (Conseil des ministres du 21 mai 1975)

Drôle de solidarité de la part de ces «Messieurs»

Qu'en est-il dans les faits ? La réalité : drôle d'accueil quand on entend certains responsables évoquer le nombre de «rapatriements» effectués ou expliquer que les immigrés chômeurs sont des «oisifs volontaires». Drôle d'accueil surtout quand on voit le patronat «s'occuper» de plus en plus des bureaux d'accueil, on peut y voir :

— le président d'honneur de la Rhodiaceta ;
— le chef de service «assistance» de la société Berliet ;
— le représentant de la banque Morin ;
— le chef du personnel de la société Peugeot ; etc.

Ce qui s'est dit le 9 décembre 1975 au Conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), en présence du sieur Dijoud, secrétaire d'État à l'Immigration, illustre très parfaitement l'orientation de la politique gouvernementale actuelle d'immigration, qui consiste à faire payer pour l'essentiel, par les travailleurs immigrés eux-mêmes, les réalisation sociales annoncées.

Le FAS en fait ne sert que la bourgeoisie sur le dos des immigrés

Pour 1976, le gouvernement entend imposer à la CNAF et à la Mutualité sociale agricole une augmentation de 60 % par rapport à 1975 de leur contribution au Fonds d'action sociale des travailleurs migrants (FAS). Avec cet argent, qu'il ose ensuite qualifier de fonds public, le gouvernement finance notamment : une partie des activités de l'Office national d'immigration, des émissions de radio et télévision alors que les travailleurs immigrés paient la redevance comme tout le monde ; il est scandaleux par ailleurs de constater que le ministère du Travail n'alimente que pour 8 % le budget du FAS.

Travailleurs français-immigrés mêmes droits, même combat

Ce qu'il faut, c'est l'égalité totale des droits des travailleurs immigrés et des travailleurs français, notamment en matière de prestations familiales, de retraites et de santé. Il faut que le financement du FAS se fasse par des fonds publics et par les employeurs.

Travailleurs français — travailleurs immigrés, une seule classe ouvrière, un même combat de classe !

l'Humanité Rouge

document

Une arme irremplaçable: L'UNITE

Au cours des nombreuses luttes revendicatives menées par les ouvriers dans plusieurs centaines d'entreprises depuis un an, la question de *l'unité de la classe* a été mise au premier plan. Pourquoi ?

Si la question de l'unité se pose, c'est que la division existe. Mais quelle est la nature de ces divisions, par qui sont-elles créées et entretenues et quels mots d'ordre avancent les marxistes-léninistes pour contribuer à résoudre cette contradiction ?

L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Les patrons capitalistes ont tout intérêt à avoir en face d'eux une classe ouvrière divisée. Cela est parfaitement compréhensible, et c'est pourquoi elle appuie ses divisions et mystifications politiques et idéologiques au sein même de la classe ouvrière sur la base de divisions économiques et sociales *artificielles*. Ces divisions artificielles dans les entreprises industrielles et agricoles de notre pays sont de deux ordres :

— en premier lieu, des divisions établies par des systèmes de qualifications arbitraires et étendues à l'extrême, ne reposant pas sur des critères objectifs, mais uniquement selon le «bon vouloir» patronal.

— en deuxième lieu, des divisions établies sur un plan social et de «nationalité», tout aussi arbitraires, entre d'une part les hommes, les femmes et les jeunes, et d'autre part entre les ouvriers français et les ouvriers immigrés de diverses nationalités.

Nous avons vu ces dernières années mis en avant par une masse toujours plus importante d'ouvriers les mots d'ordre «A travail égal, salaire égal» ou «Même travail, mêmes droits». Sur le plan des intérêts immédiats, ils expriment clairement le rejet de la division, et *l'unité de classe*. Aux usines Renault par exemple, comme dans d'autres usines, ces mots d'ordre justes ont été au centre de toutes les grèves, petites et grandes, qui se sont déroulées ces dernières années et encore tout récemment.

Une autre revendication immédiate qui va dans le même sens est celle des augmentations non hiérarchisées (pas en pourcentage) mais égales pour tous ; revendication qui n'a rien à voir avec l'égalitarisme, mais résulte du domaine de la justice sociale.

Mais l'unité de la classe ouvrière ne saurait être complète si son objectif se limitait au domaine des revendications immédiates.

L'expérience de la lutte de classe prouve depuis plus d'un siècle dans notre pays que les victoires remportées au cours des luttes immédiates ne peuvent être que temporaires du fait du maintien même du régime capitaliste.

C'est pourquoi nous ne saurions envisager la reconstruction et la consolidation de l'UNITE de la classe, séparée de son contenu révolutionnaire prolétarien. Entre l'unité et la division, essentiellement sur les plans politique et idéologique, la division est temporaire et relative, tandis que l'unité est absolue et représente l'avenir.

C'est pourquoi, avec les divisions politiques et syndicales entretenues par la bourgeoisie et ses laquais réformistes et révisionnistes, nous n'envisageons la question de l'unité que sous l'angle du combat à l'intérieur même de la classe contre les divers courants bourgeois qui la sapent ou la dévoient.

Le mot d'ordre *«Unité à la base et dans l'action»* que nous avançons, notamment au cours des combats quotidiens dans les entreprises, vise à s'appuyer sur la masse des travailleurs en lutte, tout en s'opposant aux manœuvres de division et aux manipulations, venant notamment des dirigeants révisionnistes.

Le mot d'ordre *«Classe contre classe»*, classe ouvrière contre classe bourgeoise, indique l'antagonisme irréductible entre ces deux classes, et souligne le caractère *unique* de la classe ouvrière en tant que classe.

Nous pourrrions dire pour conclure ce chapitre qu'en envisageant la question de l'UNITE de la classe ouvrière, on doit le faire du point de vue de la lutte de classe et du point de vue de classe révolutionnaire prolétarien. Ainsi seulement la division des rangs du prolétariat international de France sera-t-elle balayée et la victoire révolutionnaire garantie à terme.

L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE LA PETITE PAYSANNERIE

L'experience historique a demontre le caractère universel de l'alliance entre ces deux classes pour assurer la victoire de la révolution, que celle-ci soit de nature démocratique et anti-impérialiste ou bien prolétarienne.

Pour se convaincre de cette nécessité, nous pouvons étudier les raisons de «l'échec de la Commune de Paris», la première dictature du prolétariat qui fut au monde.

Les rapports entre ces deux classes exploitées et opprimées de la société capitaliste en France sont complexes et comportent de multiples aspects contradictoires. L'unité de la classe ouvrière est objective. Ses divisions sont temporaires et relatives, et sont le fruit du travail de la bourgeoisie et de ses laquais. L'unité de la classe ouvrière et de la petite paysannerie ne doit pas être envisagée de la même façon.

Le petit paysan est un petit producteur marchand individuel. Il ne vend pas sa force de travail à un patron capitaliste, mais vend son produit dont il est propriétaire sur le marché capitaliste. Cela dit, le petit paysan ne contrôle pas le marché qui, lui, est dominé par les monopoles. On le voit actuellement pour le marché du vin ou du lait. Par ailleurs, ce sont toujours les monopoles qui contrôlent le marché des produits industriels et énergétiques nécessaires au travail de la terre et à l'élevage. Ainsi, d'une façon ou d'une autre, le petit paysan en tant que *travailleur*, subit l'exploitation capitaliste, par les bas prix de vente de ses produits sur le marché d'une part, et d'autre part par les prix élevés des produits industriels.

Les responsables du prix élevé des biens alimentaires ne sont en aucune façon les petits paysans, mais bien les patrons capitalistes. Comme d'ailleurs les ouvriers ne sont pas responsables du prix élevé des machines et des engrais, mais ce sont bien encore une fois les capitalistes.

Même si les rapports de production entre ces deux classes avec le capital monopoleur diffèrent, la classe ouvrière et la petite paysannerie travailleuse ont le même exploiteur, le même ennemi et donc les mêmes intérêts à mener la lutte *de front*, tant pour les revendications immédiates que pour des changements profonds et durables.

Depuis plusieurs années, notamment depuis mai-juin 1968, sur les lieux de nombreuses luttes, tant ouvrières que paysannes, une solidarité de combat s'est formée et consolidée. On se souvient du Joint Français, ou de Fougères, où des ouvriers sont allés aider des paysans en difficulté à la suite d'intempéries, en retour du soutien que ces derniers leur avaient apporté lors du déroulement de leur grève...

Ce qui unit ces deux classes, les plus exploitées de la société capitaliste, l'emporte donc largement sur ce qui les divise en deux classes distinctes.

Seulement, il importe de bien saisir que ces divisions ont des bases objectives — comme nous l'avons vu plus haut — et que c'est sur celles-ci que s'appuient la bourgeoisie et ses laquais pour empêcher la constitution et le renforcement de cette alliance sur une base de classe prolétarienne. Prenons un exemple.

Sur le plan idéologique, la vieille idée diffusée par la bourgeoisie consistait à prétendre, non pas à l'unité de la classe ouvrière et de la petite paysannerie, mais à l'unité d'intérêt de toute la paysannerie, du riche aux plus pauvres. Battue en brèche aujourd'hui, cette vieille théorie est remise en selle sous une autre forme par le PCF (et d'autres partis bourgeois comme le PS) avec leur programme confus de «défense de l'exploitation familiale».

Or chacun sait que les petits paysans, ne serait-ce que sur le plan des revendications immédiates — le revenu par exemple — ont des intérêts propres, contradictoires avec ceux des paysans capitalistes et des paysans riches. C'est pourquoi à ce sujet notre mot d'ordre est clair : *«pour défendre la petite paysannerie»* sur la base de ses intérêts de classe (la défense des intérêts des paysans moyens les plus exploités ne peut se faire que sur cette base). Pour faire aboutir ce mot d'ordre, la seule solution réside dans *l'unité* des petits paysans avec les ouvriers, unité que nous concevons comme une aide mutuelle et réciproque au cours de la lutte sur ces deux fronts.

A cela il faut ajouter une précision d'importance capitale. En aucun cas nous n'envisageons cette unité de classes comme purement conjoncturelle ou temporaire. Nous l'envisageons non seulement pour le renversement de l'État capitaliste, mais pour toute la période de l'édification du socialisme comme le fondement de la dictature du prolétariat. Cette conception a une raison bien simple. Elle repose sur le fait que la classe ouvrière et la paysannerie sont deux classes vitales pour la société. Sans paysans, pas de nourriture...

L'alliance des ouvriers et des paysans constitue donc un des principes fondamentaux de notre action et de nos buts. Elle ne sera possible réellement qu'après une lutte de classe prolongée dans les rangs ouvriers et paysans contre les idées de la bourgeoisie, des réformistes et des révisionnistes.

POUR UN PARTI MARXISTE-LENINISTE UNIQUE !

«Pour un Parti marxiste-léniniste unique !» est le mot d'ordre que nous avançons dans la période actuelle, en direction des formations et groupes qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung, en vue d'avancer dans le processus d'unification.

Evidemment, ce mot d'ordre n'est pas sans rapport avec les deux questions de principes dont nous avons parlé plus haut, et notamment avec le premier point : l'unité de la classe ouvrière.

La classe ouvrière est une et indivisible, qu'on le veuille ou non. Elle n'a besoin que d'un parti, son Parti révolutionnaire prolétarien. C'est-à-dire, un Parti au service de la classe ouvrière qui prenne en main, en étroite liaison avec elle, sa tâche de mener à bien les luttes révolutionnaires jusqu'à la victoire finale : le communisme.

A-t-on jamais vu une armée, quelle qu'elle soit, qui ait eu longtemps deux ou plusieurs états-majors. Deux ou plusieurs états-majors de combat ne signifieraient pas autre chose que la constitution de deux ou plusieurs armées. Et c'est justement ce que souhaite la bourgeoisie capitaliste : une classe ouvrière divisée, qui ne frappe pas du même coup dans une seule direction, mais frappe de façon désordonnée dans plusieurs directions à la fois. N'est-ce pas un peu le reflet de la situation actuelle ?

L'esprit de secte, l'esprit qui consiste à mettre en avant de *multiples* questions politiques entravant la nécessaire unification qui *seule* permettrait de résoudre des divergences bien naturelles ; cet esprit ne va pas dans le sens de l'unité de la classe ouvrière, et de l'unité des ouvriers et des petits paysans.

L'unification idéologique est aujourd'hui la question à l'ordre du jour.

Les principales questions portant sur la situation de notre pays et ses différents aspects, ainsi que sur la situation internationale, peuvent être résolues par des discussions. Mais la résolution des divergences politiques secondaires sera le fruit uniquement du centralisme démocratique, dans le seul parti de la classe ouvrière : le Parti marxiste-léniniste unique.

Le Parti unique est une grande bataille de classe que l'on ne saurait séparer de celle pour l'unité de la classe ouvrière et celle pour l'unité des ouvriers et des petits paysans exploités.

Ces trois questions sont liées irrémédiablement ensemble, mais le facteur décisif c'est le Parti, c'est la volonté des communistes de marcher du même pas, avec la classe ouvrière, la paysannerie travailleuse et les autres travailleurs.

Nous aurons la confiance de la classe ouvrière et des masses populaires parce que nous lui faisons confiance.

C'est là en définitive que réside l'issue de cette bataille idéologique pour avoir un Parti marxiste-léniniste unique. C'est une exigence de la plus haute signification et de la plus grande portée.

Plusieurs expériences historiques en Chine ou en Octobre 1917 en Russie ont prouvé que l'existence d'un Parti communiste déjà arrivé à maturité constitue une condition décisive pour la révolution. Cette question fait partie du problème de l'universalité, de l'unité et de la spécifité des différents partis communistes dans le monde.

Si l'on admet le caractère *exemplaire* de la révolution d'Octobre, on admet *de fait* l'identité de son contenu fondamental avec le principe du Parti unique et de la révolution prolétarienne dans tous les pays.

Poser les questions ainsi, c'est s'opposer à l'esprit de secte et finalement au révisionnisme.

Lucien NOUVEAU.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépot légal : 1977